

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**Le Québec doit tirer un meilleur parti de l'exploitation
de ses ressources naturelles**

QUÉBEC, le 23 mai 2013 - Dans le cadre du congrès annuel de l'Association des économistes québécois qui se tient aujourd'hui et demain à Québec, les membres de l'Association ont affirmé la place prépondérante qu'occupe le secteur des ressources naturelles dans le développement économique du Québec. D'entrée de jeu, le ministre québécois des Finances et de l'Économie, Nicolas Marceau, a présenté plusieurs grandes orientations de la politique de développement économique de son gouvernement qui favorisent le secteur des ressources naturelles : création de la Banque québécoise de développement, adoption de la Charte du bois et nouveau régime minier.

La nécessité de trouver un équilibre entre obtenir un juste rendement pour les Québécois de l'exploitation des ressources naturelles, tout en s'assurant que l'industrie demeure compétitive et soit en mesure d'attirer de nouveaux investissements, est un thème qui est revenu régulièrement dans les présentations des conférenciers. Parmi ces conférenciers se trouvaient plusieurs représentants de l'industrie. Rappelons que le Québec dispose d'abondantes ressources naturelles, tant dans le secteur de l'énergie, de la forêt et des mines, sans compter la possibilité de développement des hydrocarbures tel que le pétrole de l'Anticosti ou du golfe du Saint-Laurent si cette exploitation était faite d'une façon sécuritaire et saine pour l'environnement.

Parmi les autres enjeux qui ont retenu l'attention des congressistes : l'importance de faire preuve d'une plus grande innovation, de transformer davantage les ressources chez nous et de considérer le potentiel des économies d'énergie dans les politiques gouvernementales et de trouver des solutions pour l'industrie forestière qui fait face à un déclin de ses marchés traditionnels.

Dans le secteur de l'électricité, l'abondance de gaz de schiste aux États-Unis affecte le marché d'exportation traditionnel de l'hydro-électricité québécoise. Par ailleurs, on peut se demander s'il est opportun d'avoir des tarifs d'électricité aussi bas : les ménages québécois dépensent davantage en alcool et tabac qu'en électricité. Certains estiment qu'on gagnerait à élever ces tarifs, quitte à compenser financièrement les ménages défavorisés économiquement.

Dans le domaine des hydrocarbures, le Québec importe du pétrole pour 30 millions de dollars par jour. Plusieurs conférenciers, dont le Ministre fédéral des Ressources naturelles, Joe Oliver, ont milité en faveur de l'utilisation des pipelines qui relient le Québec à l'Ouest canadien pour amener du pétrole albertain au Québec et remplacer entièrement l'importation plus coûteuse en provenance de l'étranger.

Ainsi, même si les économies sont davantage orientées vers le secteur tertiaire, notamment le secteur technologique, le Québec n'a pas le choix de réussir dans le développement de ses ressources naturelles qui sont pour lui un avantage comparatif évident. Il faut saisir ces importantes opportunités de développer de nouveaux marchés. Mais pour ce faire, il faudra être davantage innovateur, accroître le nombre de mines, miser sur la transformation et non seulement l'exploitation, adopter de nouveaux modèles de gestion pour les entreprises et de nouveaux modes de construction pour favoriser l'industrie forestière.

La nouvelle politique énergétique devra faire une place importante à l'efficacité énergétique qui doit être vue comme une ressource à exploiter, notamment pour sa rentabilité. Pour atteindre les objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre que le Québec s'est donné, la mise en place d'un marché du carbone est indispensable.

La Ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, qui est présidente d'honneur du congrès, a conclu la première journée en affirmant que l'acceptabilité sociale est devenue incontournable et qu'il faudra en conséquence changer les façons de faire dans le démarrage des projets d'exploitation en recherchant davantage de transparence et de consensus.

À propos de l'Association des économistes québécois

Principal regroupement d'économistes québécois comptant quelques 700 membres, l'Association des économistes québécois a pour finalités le développement et la diffusion du savoir économique, l'éclairage des débats publics et la valorisation du rôle de l'économiste. En accord avec son slogan «Pour des choix éclairés», l'Association est reconnue comme un interlocuteur crédible et impartial dans les débats économiques. Fondée en 1975, l'Association des économistes québécois est une association dynamique et ouverte non seulement aux économistes, mais également à tout intervenant intéressé par les questions économiques et financières.

www.economistesquebecois.com

-30-

Source et informations

Valérie Gonzalo

Communications – relations publiques

(514) 626-6976

gonzalo@videotron.ca

Twitter : #asdeq2013